L'assassin naturalisé en 2010, fiché S en 2016, mais « Il n'est pas souhaitable de remettre en cause le droit du sol »

écrit par Lou Mantély | 14 mai 2018

Nous sommes dirigés par des personnes intègres, véritables fonctionnaires d'État dont toute l'énergie est vouée à la cause de la nation.

Témoin le discours de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. Il sait rassurer les peuples attaqués. À défaut de pouvoir concrètement les défendre.

Il a affirmé qu'il ne fallait « rien céder » et surtout… ne pas remettre en cause le droit du sol.

L'assassin du quartier de l'Opéra est un Tchétchène naturalisé en 2010. Il a grandi à Strasbourg, où il n'a visiblement pas pris goût qu'aux bretzels.

Il a été fiché S en 2016. Six ans après avoir obtenu la nationalité française.

Nous imaginons que ce personnage vibrait d'amour pour la France en 2010, qu'il embrassait toutes les valeurs de la République. Et puis, brutalement, en 2016… il est passé du

jambon-beurre à la dhabiha. L'élection de Trump, sans doute.
Le « droit du sol » (qui n'a rien à voir avec le droit du sol américain, par exemple, et n'est pas la tradition française) en vigueur dans notre pays n'a pas à être revisité : certes, il est censé permettre à notre pays de répondre à la guerre qui lui est déclarée, mais il ne faudrait tout de même pas déplaire aux riches industriels, avides de main-d'oeuvre bon marché.
L'assaillant de la rue Monsigny a été entendu par la Section antiterroriste de la brigade criminelle, le mois dernier, pour des liens supposés avec un homme dont la femme était partie en Syrie.
Laisser en liberté l'individu, tout en le surveillant de près, permet d'en apprendre sur son réseau, découvrir d'autres projets d'attaques… Mais on court évidemment le risque du passage à l'acte. On joue à la roulette tchétchène, si vous préférez.
Et c'est ainsi pour des centaines, peut-être des milliers de criminels islamiques… Allez savoir. Et n'oubliez pas de faire vos jeux !
La Tchétchénie étant un vivier particulièrement productif en termes de "réfugiés" djihadistes, bien aidés par Terre d'asile et consort, nos services de renseignements ont de quoi s'amuser, et pour longtemps.
Laurent Wauquiez, jamais en manque d'inspiration dans ces cas-là, a été le premier à demander la révision du droit en vigueur pour l'obtention de la nationalité française.
Sauf que le même Laurent Wauquiez était ministre des Affaires étrangères lorsque notre fou d'Allah a été naturalisé, en 2010.
Le chef des Républicains est resté dans tous les gouvernements Fillon de 2007 à 2012, sous la présidence Sarkozy. Cinq années sous lesquelles 360 000 naturalisations et 600 000 acquisitions de la nationalité ont été officialisées.
Ca en fait, des balles dans la roulette!